

Motion

Vive le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, vive l'université ouverte ! Contre la réforme des retraites et contre la LPPR

Nous nous opposons au projet de loi de réforme des retraites

Parce qu'il diminue le montant des retraites pour la grande majorité d'entre nous^{1 2}

Parce qu'il diminue la solidarité intergénérationnelle et incite au développement d'un système de retraite par capitalisation³. Parce que l'espérance de vie en « bonne santé » est, en 2018, de 63,4 ans pour les hommes et de 64,5 ans pour les femmes.

Parce que, contrairement à ce que le gouvernement veut nous faire croire, les caisses de retraite ne sont pas vides : selon le rapport du Conseil d'Orientation pour les Retraites (COR), les réserves des différents régimes de retraite s'élèvent à 127 milliards d'euros fin 2017 (p.54).

Parce que nous ne voulons pas renoncer aux avancées sociales, gagnées par nos pères-mères et nos grand-pères-grand-mères, qui ont été mises en place par le Conseil National de la Résistance après une des guerres les plus dévastatrices de l'histoire mondiale.

Cette réforme voit loin. Elle complète les réformes précédentes et à venir sur le code du travail, l'assurance chômage et la protection sociale avec pour but de restreindre globalement toute la protection sociale pour « libérer le travail ». Réduire le « coût » du travail au nom de la compétitivité. Ces politiques vont dans le mur : elles augmentent les inégalités, détruisent la planète et la solidarité. Est-ce là le monde dans lequel nous voulons vivre ?

Nous nous opposons également aux propositions des rapports préparatoires à la future Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR)

Ces rapports préfigurent plus de précarité et plus d'inégalités entre les établissements et les personnels : création de nouveaux contrats précaires (« CDI-chantier », pour le temps d'un projet, « MCF tenure track »), possibilité de recruter sans la qualification par le CNU, suppression de la référence aux 192 h TD pour les enseignant·es-chercheu·ses, modulation de services obligatoire en fonction des besoins de chaque UFR, fin du paiement des heures complémentaires, renforcement de la logique d'appels à projets comme mode de financement de la recherche et augmentation de la concurrence entre unités de recherche, etc.

Cette nouvelle attaque s'inscrit dans la logique globale de casse du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Depuis des années, l'ensemble des personnels voient leurs conditions de travail se dégrader et la précarité augmenter : les universités et les organismes de recherche sont parmi les organismes publics qui comptent la plus forte proportion de contractuel (près de 35% pour les universités et 25% pour les organismes). Ces deux projets de réforme (retraite et LPPR) partagent les mêmes fondements.

¹ Actuellement, les droits à la retraite sont calculés sur les 25 meilleures années (privé) ou sur les 6 derniers mois (fonctionnaires). Les calculer sur l'ensemble de la carrière signifie une baisse des retraites pour la plupart d'entre nous.

2[□] Le taux de pauvreté des plus de 65 ans est de 8,3% en France alors qu'il est de 14,6% en Suède (système à point qui a connu depuis son instauration trois baisses de la valeur du point : en 2010, 2011 et 2014).

3[□] Pour les plus riches, les cotisations seront de 28% sur les 10 000 premiers € mensuels puis de 2,8%. Cela signifie une baisse des ressources pour le système de solidarité (le plafond est actuellement de 27 000 €), une économie de cotisations pour les hauts salaires qui pourront placer cet argent dans un système par capitalisation (déductible des impôts, et générant donc une diminution des ressources fiscales) et une économie de cotisations sur les hauts salaires pour les entreprises. <https://www.youtube.com/watch?v=iq0V79GC0II/>

From:

<https://mobilisation-amu.frama.wiki/> - **Personnels Amu mobilisés**

Permanent link:

<https://mobilisation-amu.frama.wiki/motion>

Last update: **2020/01/15 20:11**

